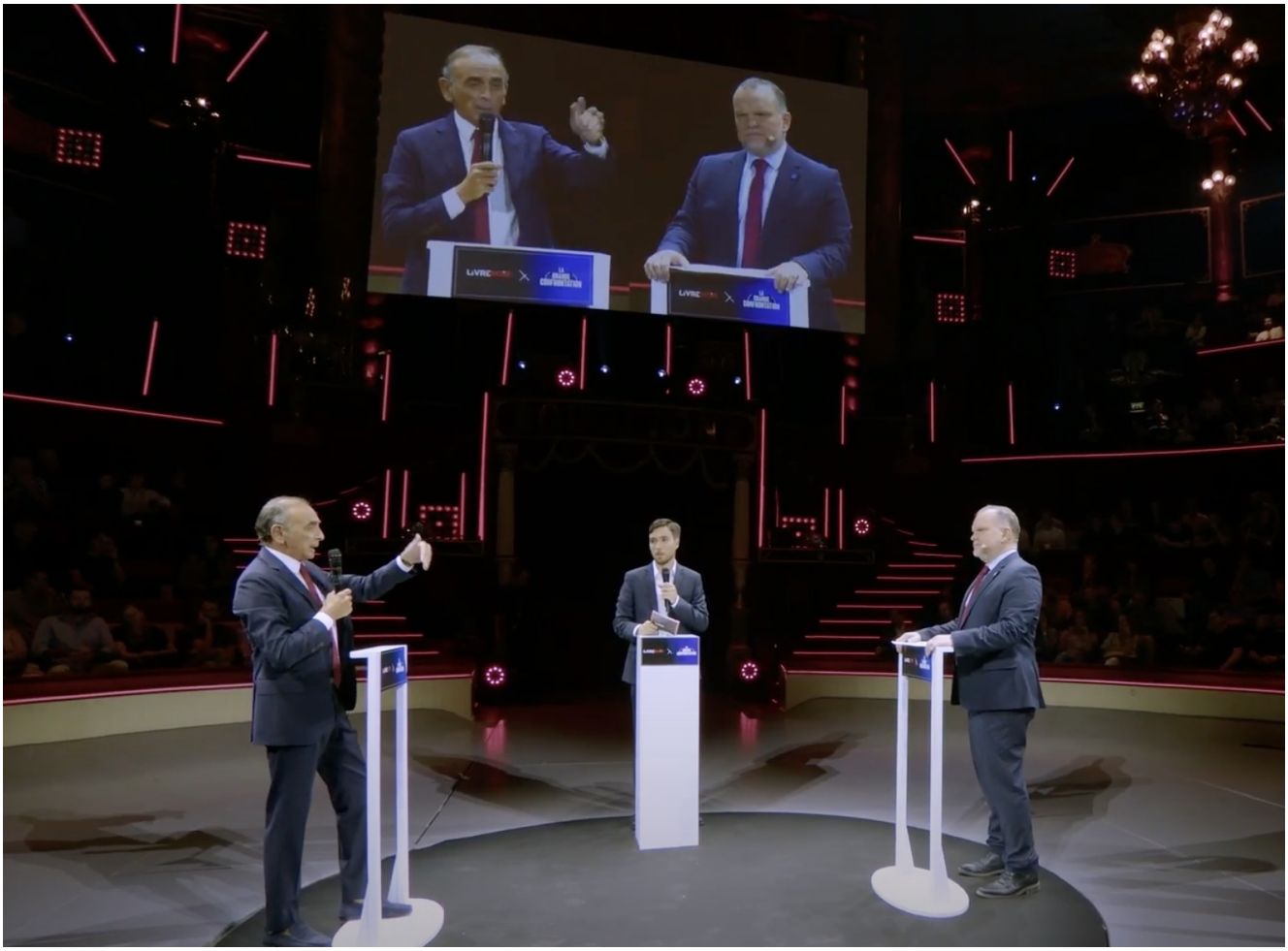
Zemmour toujours brillant sur l’immigration et l’islam, mais mauvais sur l’UE

écrit par Christine Tasin | 3 octobre 2023



Livre Noir (à lire, écouter, encourager, abonnez-vous, c’est le media de qualité qui montre) a eu une bonne idée, organiser des débats entre Zemmour et des « opposants » politiques ». Un vrai débat avec Zemmour, c’était possible, *Livre Noir* l’a fait. Rien à voir avec le cinéma des adversaires de Zemmour pendant la campagne présidentielle, on se souvient notamment de Pécresse, hurlant pour l’empêcher de parler…

On regrettera néanmoins que les débats aient été trop nombreux pour que les questions essentielles puissent être approfondies en moins de deux heures, avec en plus un échange avec le public. Beaucoup de personnes sont sans doute restées sur leur faim, puisque l’animateur était obligé de clore la discussion au moment où elle devenait la plus intéressante, chacun étant poussé dans ses retranchements. Format à revoir sans doute.

Pour voir l’ensemble du débat, c’est ici :

Je suis assez d’accord avec l’analyse de Bernard Germain qui, dans un article sur Riposte laïque, titre : *Débat Livre Noir : d’accord sur tout avec Eric Zemmour, sauf sur la sortie de l’UE.*

Ci-dessous, donc, son analyse de la partie du débat sur le Frexit cher à Philippot avec qui je partage l’idée que rien ne pourra se faire sans quitter l’UE. Analyse de Bernard Germain que je partage totalement. Il aurait sans doute été meilleur que Kuzmanovic pour répondre à Zemmour.

Zemmour était opposé à George Kuzmanovic, président de « République Souveraine » dont le nom dit bien l’objet de ses attentions/passions.

Le premier débat fut le plus intéressant parce qu’il a porté sur de très sérieux problèmes. Le débatteur était George Kuzmanovic. Pour le dire simplement je l’ai trouvé confus et presque insignifiant, alors que d’habitude c’est un contradicteur assez coriace.

Quant au thème qui fut l’objet du débat c’était : **Europe et immigration.**

Ce sujet est réellement important, car en creux on retrouve une question : faut-il sortir de l’Europe si l’on veut vraiment combattre l’immigration ? Ou son inverse si vous préférez : peut-on réellement combattre l’immigration en restant dans l’Europe ?

Mon ressenti sur ces débats m’amène à dire d’entrée que j’ai trouvé Éric Zemmour brillant et incisif comme d’habitude. Par contre au plan des idées, je ne partage pas celles qu’il a défendues lors du premier débat sur l’Europe.

Ainsi, il a déclaré :

« Je suis convaincu qu'il y a moyen de stopper les flux migratoires sans sortir de l'Union européenne. (…)

Je dirais même que je suis convaincu avec le Brexit qu'il n'est pas suffisant de sortir de l'Union européenne pour ne pas être accablé de centaines de milliers de migrants supplémentaires. (…)

Je ne veux pas me servir de l'immigration et son impopularité pour abattre l'UE. Ce n'est pas mon objet. Mon objet c'est sauver la France du Grand remplacement et de la disparition. »

J'estime qu'en affirmant cela, Éric Zemmour se trompe.

Tout d'abord, parce que l'immigration fait partie des « compétences partagées » entre l'UE et les pays membres. Quand je dis l'UE il faut bien sûr comprendre la Commission européenne car c'est elle et elle seule qui a les pouvoirs.

Et s'agissant des compétences « partagées », c'est encore une formule trompeuse puisque ces compétences ne sont possibles pour les États membres que si l'UE – donc la Commission – n'a pas déjà légiféré sur le sujet ou a renoncé officiellement à le faire. Comme ce n'est pas le cas sur l'immigration c'est la Commission qui décide seule. Les États n'ont donc aucune marge de manœuvre.

Dès lors comment prendre des décisions contraires à ce que veut la Commission ?

C'est une contre-vérité pure et simple de prétendre que c'est possible. D'ailleurs la commission a des moyens d'obliger les États à plier devant ses volontés. Elle commence par menacer puis c'est la CJUE (Cour de Justice de l'Union européenne) qui est saisie. Les sanctions sont

financières et cela peut devenir rapidement très lourd. D'abord 0,1 % du PIB et en cas de résistance jusqu'à 0,5 % du PIB.

Comme le PIB de la France est de l'ordre de 2 800 milliards d'€ 0,5 % représentent 14 milliards d'€, c'est-à-dire le montant du déficit du régime des retraites. Et pour s'assurer que ce sera bien payé, l'UE prend l'argent en le décomptant de ce qu'elle donne à l'État concerné.

Voilà pour notre possibilité de ne pas prendre en compte les directives européennes. C'est simple et concret.

En conclusion, on est dans l'UE ou on n'y est pas. Mais on ne peut pas y être et n'en faire qu'à sa tête.

Ça ne fonctionne pas comme cela.

Éric Zemmour donne un second argument, pour justifier de rester dans l'UE :

« *Je dirais même que je suis convaincu avec le Brexit qu'il n'est pas suffisant de sortir de l'Union européenne pour ne pas être accablé de centaines de milliers de migrants supplémentaires.* (…) »

Je trouve que cet argument est à la limite de la mauvaise foi.

La Grande-Bretagne a quitté l'UE à l'occasion du Brexit et, au passage, j'observe que l'apocalypse qui lui était promise ne s'est nullement réalisée. La Grande-Bretagne se porte très bien prouvant ainsi que la vie sans l'Europe est parfaitement possible.

Par contre, dire que le fait d'être sorti de l'UE ne la protège pas de l'immigration est assez osé. La Grande-Bretagne est une île. C'est la France, la Belgique et les

Pays-Bas qui sont en face de ses côtes.

Si ces trois pays n'empêchent pas les migrants de monter sur des bateaux pour traverser la Manche, comment la Grande-Bretagne peut-elle faire pour bloquer cette invasion ?

Et comment peut-on dire que le Brexit ne protège pas de cette invasion ? Si l'Angleterre était restée dans l'UE, le résultat aurait été le même.

Ajoutons que l'invasion migratoire, avant d'arriver en face des côtes anglaises, est arrivée par la côte méditerranéenne. La Grande-Bretagne ne fait que subir les conséquences de notre incapacité à bloquer cette immigration avant qu'elle n'atteigne nos côtes de la Manche. Quant à la réglementation européenne elle empêche l'expulsion des migrants une fois qu'ils sont dans l'espace Schengen.

Enfin, Éric Zemmour invoque un troisième argument :

« *Je ne veux pas me servir de l'immigration et son impopularité pour abattre l'UE. Ce n'est pas mon objet. Mon objet c'est sauver la France du Grand remplacement et de la disparition.* »

Cet argument est erroné. On ne sauvera pas la France seule. Notre pays fait partie d'un continent qui a des structures politiques en place depuis 70 ans qui, de plus en plus, suppriment toute souveraineté nationale.

Ce qui est indispensable, c'est de faire sauter ce carcan et de redonner au peuple français (et à tous les peuples d'Europe) la possibilité de choisir son destin, notamment au travers de référendums.

Ce n'est qu'à ce prix qu'on pourra mettre au pas le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel qui d'année en année se sont arrogé des pouvoirs qu'initialement la Constitution de

1958 ne leur accordait pas.

Or aujourd'hui, avec l'article 55 de la Constitution, ces structures s'érigent en décideurs de ce que le pays peut faire ou pas, en application de la politique européenne.

En fait nous sommes passés de la démocratie au gouvernement des juges.

Tant que l'Europe restera en place, l'« État de droit » imposera sa dictature aux peuples de l'UE.

C'est seulement lorsque cette tâche sera remplie qu'il sera possible de sauver la France du Grand remplacement et de la disparition.

Ce sujet, avec l'approche des élections européennes va devenir de plus en plus présent dans les débats.

L'essentiel des listes diront « votez pour moi… pour une autre Europe ».

Mais cela dure depuis le début des élections européennes ce slogan. S'il était possible de changer l'Europe, ça se saurait.

La seule solution, c'est de la quitter en activant l'article 50 du TFUE (traité de Lisbonne).

[…]

Bernard GERMAIN

Pour lire tout l'article de Bernard Germain : https://ripostelaique.com/debat-livre-noir-daccord-sur-tout-avec-eric-zemmour-sauf-sur-la-sortie-de-lue.html